

## Avec les régionales, le sarkozysme comme imaginaire se rompt

Entretien avec Stéphane Rozès

Stéphane Rozès est politologue, consultant et enseignant à Sciences Po

**ContreTemps :** *Tout le monde s'accorde pour reconnaître que l'abstention a constitué un fait majeur des élections régionales. Pourtant les grilles de lecture qui en sont proposées sont loin d'être neutres, chacun est tenté d'y voir la confirmation de ses propres positions. Quelles sont les analyses objectives qu'on peut proposer du phénomène ?*

**Stéphane Rozès :** Pour interpréter les messages de l'électorat il faut prendre en compte une tendance qui s'est affirmée ces dernières années : les crises économiques, sociales et environnementales restreignant l'horizon des individus, de plus en plus les citoyens répondent à la question telle qu'elle leur a été posée au moment où elle est posée<sup>1</sup>. Ils se déterminent moins à partir de contenus idéologiques forts ou de perspectives stratégiques de moyen et long terme. Cela rend assez lisibles les motivations de participation et de vote du moment, et moins les projections dans l'avenir.

Lors de ces élections régionales, il convient de distinguer trois types d'abstentions.

D'abord, une abstention de crise, qui conduit traditionnellement à ce que l'abstention soit forte dans les catégories populaires et dans les catégories précarisées comme les jeunes et les femmes. Les individus, confrontés à la crise, restreignent leur imaginaire à ce sur quoi ils ont une prise, c'est-à-dire le quotidien et la proximité. Ce qui renvoie plus au quartier, ou à la ville, qu'à la région.

Ensuite une abstention de nature institutionnelle. C'est la première fois que les régionales n'étaient pas couplées à une autre élection locale. De ce fait, la question posée aux citoyens renvoyait à ce qu'est un conseil régional. La plupart du temps celui-ci n'est pas vécu comme un organe réellement politique, mais plutôt comme une instance administrative. Une connaissance de la vie institutionnelle est nécessaire pour comprendre qu'un conseil régional dispose de compétences non négligeables : les transports, la formation, les lycées, le développement durable, l'attractivité du territoire... Donc, l'enjeu n'est pas perçu comme décisif, même si les majorités sortantes socialistes ont mis en avant que les régions peuvent protéger face à la crise. Mais, au regard des enjeux économiques et symboliques nationaux ou de repli local, les élections régionales sont réduites à la portion congrue. En période de crise les électeurs, notamment de catégories populaires, ont besoin d'incarnations politiques.

<sup>1</sup> Stéphane Rozès a récemment publié « La permanence communiste dans l'imaginaire français », dans la revue *Le Débat* (Gallimard), septembre-octobre 2009, et « L'individu, l'imaginaire et la crise », mai-août 2009.

C'est-à-dire d'élus par l'entremise desquels au travers d'une image et d'un lien direct avec eux, ils s'identifient à un collectif et donc à leur

## ACTUALITÉ

place en leur sein. Les conseils régionaux de ce point de vue sont le stade zéro de l'incarnation politique.

Enfin une abstention à l'encontre de Nicolas Sarkozy. Cela s'est exprimé plus par un déficit de mobilisation de son électorat que par un vote anti-Sarkozy. L'abstention de cette partie de l'électorat est une répétition en grand de ce qu'on avait constaté lors des municipales. Elle est facilement repérable à travers les votes des bureaux favorables à la droite. Mais le phénomène présente également une dimension générationnelle : les personnes âgées, électorat traditionnellement légitimiste favorable à la droite, se sont relativement peu mobilisées, un peu plus que les autres catégories mais guère davantage. Ajoutons qu'un électorat populaire qui avait voté Sarkozy à la présidentielle a également fait défection. Seuls 45 % des électeurs ayant voté Sarkozy au premier tour de la présidentielle sont allés voter pour la droite aux régionales. Enfin une fraction de l'électorat de centre droit s'est également abstenue. Cela s'explique par des raisons de fond et par une erreur stratégique. Ne présenter qu'une formation politique unique de la droite plaçait ces électeurs de droite devant un choix réduit au seul vote pour l'UMP, donc de soutien à Sarkozy. Cela a entraîné qu'une partie de la droite n'est pas allée voter. Or, il s'agit là à nouveau d'un électorat qui traditionnellement se mobilise fortement. Pour cet électorat de centre droit, souvent âgé, mais aussi pour une partie populaire, c'est d'abord la façon dont Nicolas Sarkozy exerce la fonction présidentielle qui est contestée.

Dans ce pays existe une symbolique forte quant à ce que doit être le comportement du Président. Contrairement à ce qu'a pu penser Nicolas Sarkozy une fois élu « à la française » quant à la possibilité d'un comportement « à l'américaine » le soir même au Fouquet's et par la suite... Cette tradition veut que le président sans cesse porte la fonction au-dessus de sa personne. L'exposition de sa vie privée, l'utilisation d'un langage commun, la confusion entre intérêt familial et vie publique, la revendication d'être un justiciable comme un autre... Tout cela allait rabaisser la fonction présidentielle à la personne de Nicolas Sarkozy et fut fortement aggravé par les deux événements récents qu'ont été l'affaire Jean Sarkozy et le procès Clearstream...

Tandis que ces éléments heurtaient une partie de la droite traditionnelle, chez les ouvriers c'est la cohérence de ce qui faisait le projet sarkozyste qui peu à peu s'est rompue. Elle résidait dans le fait de donner à chacun une place au sein de la nation, y compris sous la forme traditionnelle portée par le gaullisme de la collaboration entre le capital et le travail au sein de la nation. Le triptyque « travail-mérite-pouvoir d'achat » en était le fondement. Il donnait à chacun sa place. Mais cette cohérence s'est peu à peu délitée dans les discours et surtout les actes.

Le sens de l'action présidentielle menée a perdu de sa lisibilité. Par exemple en ce qui concerne l'Etat, et face à la crise, Nicolas Sarkozy, dans son discours de Toulon et avec la présidence de l'Union européenne, ou avec le grand emprunt, a semblé annoncer le retour de l'Etat protecteur. Cela

## AVEC LES RÉGIONALES, LE SARKOZYSME COMME IMAGINAIRE SE ROMPT

lui a valu, avec son volontarisme, un regain de popularité et un bon résultat aux européennes. Mais les réformes prises une à une – dont le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, l'emblème –, semblent signer le retrait de l'État. Ce manque de cohérence en termes de symbolique a fait que l'activisme présidentiel, d'abord perçu positivement lorsqu'il s'agissait d'assumer les responsabilités que les prédécesseurs esquivaient, est apparu, lorsque tout semblait partir en tous sens, brouillon et au total déstabilisant.

Par ailleurs le contenu des réformes est affecté par le sentiment d'un manque d'équité. Le bouclier fiscal en particulier, question qui rebondit aujourd'hui au sein de la majorité, est symptomatique au moment où la réforme des retraites annoncée va demander des efforts supplémentaires.

Il ne faut pas se tromper d'interprétation. L'abstention revêt un caractère de sanction. Depuis les dernières régionales de 2004, dans la liste de motivation des abstentionnistes le fait que l'on se sente éloigné de la politique a progressé de dix points, et ce seulement deux ans après une présidentielle qui a vu une participation record remontant à des scores équivalents à ceux du début des années 1960. L'abstention renvoie à des raisons d'ordre national, pénalisant plus fortement la droite que la gauche. Mais ceux qui sont allés voter, plus encore qu'en 2004 l'ont fait principalement en fonction de motivations liées aux enjeux locaux.

L'abstention entraîne, sauf pour Europe Ecologie (dont la stratégie d'ouverture de Cohn-Bendit a été électoralement payante), une baisse en votes exprimés, mais le rapport de force gauche/droite atteint un plancher pour cette dernière. Le bon score des socialistes vient de la défaveur pour l'UMP, et dans les classes moyennes par le fait que les bilans et projets de leurs présidents de région auront été jugés comme sérieux et protecteurs face à la crise. On ne peut pas parler de dynamique nationale pour le PS. Pour preuve le deuxième tour n'aura que confirmé, et pas vraiment amplifié, le premier. La droite aura relocalisé le scrutin et la gauche emportée par son élan a sur-interprété le score du premier et trop nationalisé les enjeux. C'est psychologiquement sur les dirigeants de gauche et écologistes que les régionales ont eu un effet positif.

**C. T. :** *Une autre (mauvaise) surprise de ces élections est le score réalisé par les listes d'extrême-droite au premier et au second tour.*

**S. R. :** Du fait du fort taux d'abstention, on peut seulement dire qu'il est toujours là. On verra lors des cantonales et de la présidentielle s'il est en phase de reconquête. Il s'est trouvé en situation de se maintenir au deuxième tour et de provoquer des triangulaires, et il a récupéré une petite partie de l'électorat qui a voté pour Sarkozy à la présidentielle. L'essentiel de cet électorat s'est quand même abstenu. En suffrages exprimés on voit apparaître qu'il régresse par rapport aux élections antérieures. On ne peut donc pas parler d'une dynamique le portant, mais bien d'un retour électoral ou en tout cas d'une permanence. La succession de Jean-Marie Le Pen et la respectabilisation que porte sa fille ne sont pas sans problèmes.

## ACTUALITÉ

En tout état de cause, le fait qu'une partie de l'électorat se soit servie du vote Front national pour adresser un message de mécontentement témoigne que le débat sur l'identité nationale n'a pas été utile à la droite, voire qu'il fut contre productif. Cela renvoie à une erreur d'analyse stratégique. La capacité de Nicolas Sarkozy à récupérer une partie du vote ouvrier frontiste lors de la présidentielle ne tenait pas à la question de l'immigration, mais à ce que j'évoquais à l'instant : la construction sur un mode national d'une rhétorique laissant une place au compromis capital/travail et l'encastrement de la question sociale dans la question nationale. Or, la dérive du débat conduit par Eric Besson a provoqué un déplacement de la question de l'identité nationale à partir de la question sociale vers celle de l'immigration, voire l'islam, amenant comme disait Le Pen à « préférer l'original à la copie ».

Il faut bien comprendre la différence entre le thème de la nation, au sein de laquelle on garantirait à chacun une place symbolique et sociale, et la thématique de l'immigration. La première définit la place de chacun positivement et la seconde par défaut. C'est le renoncement au premier qui ouvre les vannes vers la seconde. C'est ce déplacement qui profite au Front National « par la préférence pour l'original ».

En outre, organiser un tel débat à mi-mandat signe l'échec présidentiel. L'identité nationale en France se construit, non à partir de définitions substantialistes immuables, mais à partir d'une dispute (sociale) commune (symbolique) permanente que le politique, et en l'occurrence le Président, doit porter... Cela aura sonné comme un aveu d'échec.

**C. T. :** *Sans cautionner le discours de Sarkozy prétendant réduire ces élections à des enjeux purement locaux, n'est-il pas malgré tout étonnant que des élections seulement régionales produisent de tels effets politiques, en particulier en termes de crise pour la droite ?*

**S. R. :** Avec les régionales, et l'indifférence apparente du pouvoir, l'imaginaire du sarkozysme se rompt. Le Président n'est plus celui, nonobstant la qualité de son lien au pays, au travers duquel chacun, sarkozyste et anti-sarkozyste, se positionne.

Durant la présidentielle, Nicolas Sarkozy a su agréger ce que René Rémond appelait les trois droites autour d'une dynamique et d'une incarnation. Le pays voulait, après la victoire du « non » au Traité constitutionnel européen, une fois compris que l'Europe n'était pas la France en grand, remettre la nation comme point d'équilibre. Ce dont Nicolas Sarkozy est le nom fut sa capacité à articuler le conservatisme de la symbolique présidentielle avec le mouvement qui porte la droite orléaniste et libérale, le tout garanti par le Bonaparte qui à travers le retour du politique agrège les contradictions d'un pays idéologiquement à gauche sur le souhaitable et politiquement à droite sur le possible.

L'expression normale de cette synthèse était de faire le parti unique de la droite : l'UMP. Ce qui conduit, aux régionales, à présenter un seul type de liste. Cela au moment où la cohérence ancienne du sarkozysme se délite par la tension entre discours et réalité, entre ce qu'il dit de lui et son

## AVEC LES RÉGIONALES, LE SARKOZYSME COMME IMAGINAIRE SE ROMPT

action, entre ce que donnent à voir ses gestes et ce que réalise sa politique, et finalement une difficulté chez lui à énoncer un propos de dépassement commun...

Tout cela déploie les forces centrifuges au sein de la majorité qui constate dans le pays le délitement. Nicolas Sarkozy subit une crise de *leadership* à droite qui conduit à ce que chacune des droites pense à présent devoir exister par elle-même. Ces débats sont l'expression de ce que le personnel de droite interprète des remontées du terrain. Pour des raisons psychopolitiques, Nicolas Sarkozy a utilisé la volonté du pays de prévalence de la politique sur les experts, et du gouvernement des hommes sur celui des choses, pour énoncer une conception autoritaire de la politique qui a fragilisé les contre-pouvoirs et corps intermédiaires, et distendu le lien réel entre le pouvoir et le pays.

Le système institutionnel n'est ni présidentiel ni parlementaire, il a tous les inconvénients de l'unicité du pouvoir sans les contre-pouvoirs. La mécanique institutionnelle et le tempérament politique du Président accroissent le désarroi du pays, et celui-ci gagne les rangs de la majorité qui se trouve pour l'heure travaillée de forces centrifuges que l'Elysée s'efforce de maîtriser.

**C. T. :** *Le Parti socialiste, porté par le rejet de la politique sarkozyste, apparaît comme le grand vainqueur de ces élections...*

**S. R. :** Le Parti socialiste a profité du travail sérieux de ses majorités sortantes, de la capacité de celles-ci à présenter un projet face auquel les attaques de la l'UMP sont apparues exagérées, voire pour l'électorat centriste outrancières. D'autant que souvent dans le cadre des conseils régionaux, lorsqu'il s'est agi de soutenir les plans locaux face à la crise, la droite locale la plupart du temps les soutenait.

Pourtant il serait exagéré de parler d'un sursaut de l'électorat de gauche, il s'agit plus d'une nouvelle étape pour le personnel politique de gauche qui se voit sortir de l'ornière, constate une éclaircie. En outre, il a pris l'habitude de voir travailler ensemble socialistes, écologistes et Front de gauche... Cela dans le cadre de nouveaux rapports de force marqués par une hégémonie moindre que par le passé du Parti socialiste sur l'ensemble de la gauche.

Il ne faut guère pousser au-delà l'analyse. On l'a bien vu à l'issue du premier tour lorsque la gauche a eu tendance à sur-interpréter les votes en leur donnant une dimension nationale, cela l'a empêché d'amplifier le score entre le premier et le second tour, alors qu'une mobilisation meilleure que prévu s'opérait à droite. Le deuxième tour a transformé l'essai du premier, a acté la dynamique engagée, mais celle-ci aurait pu être plus forte. Pour l'analyse des résultats, il convient de toujours garder à l'esprit les deux dimensions : d'une part les pourcentages des exprimés, d'autre part les scores en absolu.

**C. T. :** *Que peut-on dire à propos des autres composantes de la gauche, dont les scores restent souvent relativement modestes au regard de certains espoirs ?*

## ACTUALITÉ

**S. R. :** Le tassement des scores d'Europe Ecologie par rapport aux Européennes était attendu. Les régionales leur sont moins favorables. Europe Ecologie a progressé en voix par rapport aux précédentes régionales. Elle a conquis, grâce à l'ouverture aux autres sensibilités écologistes au delà des Verts, le monopole de l'offre écologiste, donné le sentiment de vouloir peser sur le cours des choses et d'incarner un mode de développement alternatif. Il faut prendre la mesure de ce que la question écologiste est portée par la double crise climatique et financière qui percute les modèles libéral et social-démocrate. L'avenir devient contingent, le champ des possibles se restreint, et avec lui le correctif social de la croissance économique.

Le score du Front de gauche, qui passe devant le NPA, confirme ce qui est à l'œuvre dans le pays : l'antilibéralisme domine l'anticapitalisme. Les votes à gauche du Parti socialiste expriment le message de catégories populaires et précaires qui, faute d'alternative, souhaitent le maintien des rapports de force capital/travail et des rapports sociaux face au cours des choses qui semble faire régresser les compromis sociaux antérieurs. Elles utilisent le vote à gauche du Parti socialiste pour peser ce sur quoi on peut peser, et Olivier Besancenot au travers de sa popularité comme piqueur de rappel pour la gauche de gouvernement de la nécessité pour elle de ne pas renoncer à ses idéaux et combats. Le NPA, en semblant renoncer à vouloir peser à l'intérieur du système politique au sein de majorités de gauche, voit son utilité électorale réduite à la portion congrue lorsque émerge le Front de gauche au service d'une bataille pour peser « ici et maintenant » sur le cours des choses au sein de la gauche en ne renonçant pas au pouvoir.

**C. T. :** *Peut-on dire que le MoDem, après l'UMP, est l'autre grand perdant de ces élections ?*

**S. R. :** A l'occasion des élections européennes et régionales, chacun a eu droit à une erreur qui était de ne pas mener la campagne du moment. Pour le Parti socialiste et Bayrou, lors des européennes, ce fut celle de l'anti-sarkozysme, alors qu'Europe Ecologie avec une campagne européenne et l'UMP, profitant de la présidence européenne de N. Sarkozy se déployant face au début de la crise financière et de la crise géorgienne, ont mené de bonnes campagnes et réalisé de bons scores. Europe Ecologie et les socialistes en menant aux régionales une campagne régionale ont réalisé d'assez bons scores. Nicolas Sarkozy en nationalisant l'enjeu contre le PS a obtenu une cuisante défaite. Le seul à avoir fait deux fois la même erreur, ce fut le MoDem de François Bayrou. Il aura en outre été pénalisé par les départs successifs de ses figures locales, hormis en Aquitaine.

Pour la gauche et le Parti socialiste l'hypothèque des alliances avec MoDem est levée. Cette potentielle pomme de discorde n'existe plus. La gauche se trouve psychologiquement et politiquement en droit d'espérer, plus qu'elle n'est situation d'escompter, une dynamique électorale mécanique en sa faveur pour la présidentielle.

Des questions lourdes restent en effet pendantes : le contenu des projets politiques, l'articulation entre le social, l'économique, et l'environnemental.

## AVEC LES RÉGIONALES, LE SARKOZYSME COMME IMAGINAIRE SE ROMPT

La question de savoir si c'est une bonne idée d'envisager une candidature unique de la gauche au premier tour de la présidentielle est ouverte. Il n'existe aucune garantie à ce sujet. Les primaires à gauche revenaient à demander au peuple de gauche de suppléer à la division entre leaders de gauche, mais la présidentielle se fait selon d'autres ingrédients.

Une dynamique forte lors des primaires serait efficace face à la droite. Mais si celle-ci est faible, ou que l'affaire tourne à la foire d'empoigne, ou que se dégage seulement un candidat sur un plus petit dénominateur commun, ou si elle est trop en amont du moment présidentiel, il y a risque de décalage avec le rite d'une campagne présidentielle, qui est une dialectique fine entre le commun et la dispute, les signes d'écoute et d'autorité, de dépendance à l'égard du pays et de distance, d'incarnation spirituelle et de contenu temporel.

**C. T. :** *La vie politique de ce pays est-elle irrémédiablement condamnée à subir le carcan du présidentielisme ? Mais peut-être est-ce hors sujet...*

**S. R. :** Non ce n'est pas hors sujet. Je crois que plus la crise isole les individus, plus ceux-ci ont besoin de se retrouver dans un imaginaire. Donc plus la question sociale fragmente la société et percute les classes sociales, les groupes et les individus, plus ces derniers ont besoin de se retrouver dans une figure politique. Voilà l'explication de la force de la personnalisation, de l'imaginaire présidentiel qui préempte la question sociale <sup>2</sup>.

Donc les effets d'une longue crise, telle celle que nous connaissons, jouent pour imposer la prévalence du rapport direct à un homme ou à une femme, l'insécurisation économique et sociale des individus les amène à vouloir se sécuriser moralement au travers de représentations.

A cela s'ajoute une deuxième raison qui aura moins de force à la future présidentielle, dans la mesure où le travail a été fait lors de la précédente, qui est que quand l'Etat se retire de la nation, la symbolique d'un homme pour lester la représentation de l'Etat et l'incarner au sein de la nation devient quelque chose d'important.

La question de l'imaginaire est difficile pour la gauche, et plus généralement les républicains, dont la tradition n'est pas celle-là. L'élément commun entre la République et le Bonaparte, c'est la verticalité du rapport à l'imaginaire, mais la République ce n'est pas le Bonaparte. Quant à la gauche elle est essentiellement sur le registre du gouvernement des choses et non des hommes.

Néanmoins la gauche devrait être moins déconcertée par le pays que lors de la dernière présidentielle. L'électorat sera sans doute plus attentif qu'à la présidentielle précédente quant aux contenus des messages qui seront délivrés, au temporel par rapport au spirituel, qui est l'imaginaire et l'incarnation. De ce point de vue l'essentiel a été fait. Le pays ne s' imagine pas qu'on ait un président qui dise « ce n'est pas moi, c'est les autres : Bruxelles,

<sup>2</sup>/ cf. Stéphane Rozès : « L'imaginaire présidentiel préempte la question sociale », in *Critique communiste*, n° 182, février 2007.

Matignon, la complexité, la mondialisation... ». La force que conserve Nicolas Sarkozy est que contraire-

## ACTUALITÉ

ment à ses prédécesseurs il ne se défausse pas de ses responsabilités. La faiblesse est qu'il semble ramener ses responsabilités à sa personne, les finalités au mouvement dont il est le centre.

La présidentielle est inscrite dans les consciences inquiètes, et la gauche s'y est moulée. D'abord lorsqu'elle arrive au pouvoir en 1981 et accepte de facto les institutions de la v<sup>e</sup> République. Le second avec l'inversion du calendrier électoral réalisé par Jospin. Le troisième lorsque le PS choisit de faire des primaires. Trois moments où la gauche acte institutionnellement une logique qui pèse d'autant plus que le pays n'arrivant pas à se projeter dans l'avenir a besoin de se retrouver, ici et maintenant, dans une figure commune. Lorsque le pays se projette dans l'avenir, il projette du commun meilleur pour tous et la dispute sociale peut se déployer, ce fut le cas lors des Trente Glorieuses. Du fait du capitalisme financier et de l'insertion dans l'Europe, les individus ont le sentiment de se confronter à des logiques qu'ils ne maîtrisent pas, les groupes sociaux et le pays se disent que les lendemains peuvent être pires que le présent... Alors la communion protectrice prend le dessus sur la dispute. Cette dernière s'efface au profit de la question de la place de chacun dans la communion. La figure verticale du Président en est l'expression.

Propos recueillis par Francis Sitel